

En cas de litige, les règles de compétence suivantes peuvent être avancées :

<b>Compétence territoriale</b>	<p>L'examen de la jurisprudence de certains systèmes juridiques permet de constater une tendance des juridictions nationales à se saisir de litiges liés à l'utilisation du Web sur le fondement de l'accès possible à partir de leur territoire.</p> <p>Il est à noter que les sites marchands insèrent souvent des <b>clauses attributives de juridiction</b>. Il s'agit de la clause d'un contrat qui précise par avance quelles juridictions seront compétentes en cas de litige entre les parties au contrat.</p>
<b>Compétence matérielle</b>	<p>S'agissant du tribunal compétent, à défaut de clause attributive de juridiction (valable entre non-commerçants dans la mesure où le contrat a une dimension internationale) prévue dans le contrat ou dans les conditions générales de ventes, ce sont les règles de conflit de droit commun qui s'appliquent puisqu'il n'existe pas de texte spécifique au commerce électronique transfrontalier.</p> <p>Ainsi, la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale règle les conflits de juridictions concernant les procédures judiciaires comportant un élément d'extranéité et lorsque le défendeur est domicilié dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>La Convention de Lugano du 16 septembre 1988 étend les solutions retenues par la Convention de Bruxelles aux Etats membres de l'Association européenne de libre échange (AELE).</p> <p>L'article 2 de la Convention de Bruxelles pose le principe général de la compétence des tribunaux où le défendeur a son domicile. Toutefois, l'article 5 de cette Convention établit des règles de compétences spéciales.</p> <p>L'article 5, 3 de la Convention de Bruxelles prévoit que le défendeur domicilié sur le territoire d'un Etat membre de l'Union, peut être attiré devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit. En conséquence, en matière délictuelle ou quasi délictuelle, la juridiction compétente est celle du lieu de réalisation du dommage.</p> <p>En matière contractuelle, la juridiction compétente est celle du lieu d'exécution de l'obligation en cause.</p> <p>Le droit français (C. civ., art. 14 et 15 ) accorde quant à lui un privilège de juridiction aux Français. Il permet, en effet, d'attirer devant les juridictions françaises un étranger, « <i>même non résidant en France (...), pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; il pourrait être traduit devant les tribunaux de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français</i> » (C. civ., art. 14 ).</p> <p>Cela signifie qu'un Français de passage aux Etats-Unis qui contracterait en ligne, depuis un ordinateur connecté à partir du territoire américain, avec une société australienne pourrait attirer celle-ci devant une juridiction française, en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles.</p>
<b>A défaut de choix de la loi</b>	<p>Dans l'hypothèse où les parties n'auraient pas choisi la loi applicable, c'est la règle de conflits de lois du tribunal saisi qui désignera la loi applicable au contrat.</p> <p>Chaque pays a ses règles propres, mais en principe deux règles sont couramment admises : la loi du pays du vendeur (la partie qui fournit la prestation caractéristique) ou la loi du lieu de conclusion du contrat (certains Etats aux Etats-Unis d'Amérique).</p>